

Les «langues de France» en péril

Une étude souligne la puissance de la «francophonie monolingue».

Tous les Français parlent... français, hormis le long du fleuve Maroni (Guyane) et en Nouvelle-Calédonie. Et ce serait la grande nouveauté de ces vingt dernières années, selon le linguiste Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française et aux langues de France, qui a animé, cette semaine, à Paris, un colloque consacré aux politiques linguistiques. A cette occasion, l'Ined (Institut national d'études démographiques) a rendu publique une vaste enquête sur la *Dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle*, réalisée auprès de 380 000 personnes.

Exception. Avec une conclusion on ne peut plus claire: «La francophonie monolingue ne cesse de progresser depuis cent ans.» Mais aussi: un Français sur quatre, enfant, entendait ou entend une autre langue à la maison. L'arabe d'abord: «940 000 adultes vivant en métropole se souviennent que leurs parents leur parlaient d'abord l'arabe dans leur prime enfance»; le portugais ensuite, pour 580 000 personnes. Les langues régionales, elles, se transmettent mal: «Avec le corse, le catalan ou les créoles, le breton figure

parmi les langues dont la transmission est plus souvent occasionnelle qu'habituelle.» Exception: l'alsacien, «langue régionale la mieux transmise il y a une génération», que 660 000 personnes entendaient habituellement à la maison dans leur enfance.

Pour autant, l'usage d'une langue se perd vite. «L'héritage linguistique de l'enfance n'est retransmis à la génération suivante que dans un tiers des cas.» Si un quart des Français a reçu en héritage une langue autre que le français, «ils ne sont plus que 9 % à la léguer à leurs propres enfants». Cette rupture est «fréquente» pour les langues régionales, notamment pour le basque, le corse, le catalan, le platt lorrain, les langues d'oïl et les créoles. La situation est même qualifiée «des plus critiques pour le franco-provençal, le breton, le flamand et la langue d'oc qui, neuf fois sur dix, ont cessé d'être utilisés habituellement avec la génération suivante». Les langues étrangères reculent aussi – arabe, berbère, portugais. Faut-il les sauver? A l'évidence

selon Bernard Cerquiglini: «Un patrimoine disparaît sous nos yeux et de nos oreilles. Il faut faire comprendre à tous cette notion de patrimoine linguistique, et la nécessité de le préserver.»

Ecoles Diwan. S'il insiste sur les vertus de l'étude de l'Ined qui permettra «de débattre à partir d'un savoir et non à partir de sentiments ancrés dans des ressentiments anciens», ce travail constitue bien à ses yeux un

outil politique. Avec pour objectif de faire évoluer les mentalités pour assouplir la position de la justice administrative. S'appuyant sur l'article 2 de la Constitution («La langue de la République est le français») le Conseil constitutionnel avait refusé la ratification par la France de la Charte européenne sur les langues minoritaires; plus récemment, le Conseil d'Etat s'est opposé à l'intégration au service public des écoles en langue bretonne Diwan.

Selon les défenseurs des «langues de France», la préservation du patrimoine linguistique de la France n'aurait que des vertus, y compris pour le

français: «Notre langue n'a rien à craindre, assure Bernard Cerquiglini: son universalisation a exclu les autres langues.» Dès lors, pourquoi «ne pas enseigner le catalan, qui permet d'accéder très facilement à l'espagnol», ou «le platt, très proche de l'allemand»? Il en est sûr: «Une école qui n'enseigne qu'une seule langue ne va pas dans le sens de l'histoire.»

«Honte». L'étude de l'Ined permettra-t-elle de sortir des «représentations» qui polluent le débat sur les langues minoritaires? Pas sûr. «Les gens ont répondu à l'enquête en fonction de l'image qu'ils ont de leur propre langue», avance Bernard Cerquiglini. Son analyse: la «honte» qui a longtemps pesé sur l'usage de certaines langues (les créoles, le breton...) aurait amené leurs locuteurs à taire une pratique bien réelle. A l'inverse, ils auraient survalorisé des langues réputées «nobles». Ainsi 2725 000 Français discuteraient régulièrement avec des proches en... anglais. «Un chiffre dont je doute», commente le linguiste, pour qui cette réponse était une façon pour les personnes interrogées d'afficher leur «modernité» ●

EMMANUEL DAVIDENKOFF